

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2092

[2012/203927]

28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les modifications des statuts de la Société wallonne des Eaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'article D.349 du Code de l'Eau;

Vu les statuts de la Société wallonne des Eaux adoptés le 30 novembre 2006 et approuvés par le Gouvernement le 25 janvier 2007;

Vu la décision adoptée le 29 mai 2012 par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Eaux;

Vu l'accord du conseil d'administration de la Société wallonne des Eaux du 2 mars 2012;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve les modifications statutaires approuvées par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Eaux (S.W.D.E.) du 29 mai 2012, à savoir :

— remplacement de l'article 6, § 2, comme suit :

« La S.W.D.E. n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises. »;

— remplacement de l'article 9, § 1^{er}, comme suit :

« Le capital social se compose de :

* parts A, représentatives de participations dans le capital d'une valeur nominale de € 25 chacune. Ces parts peuvent être souscrites par les communes, les intercommunales, les provinces, la Région et la S.P.G.E.; elles sont dénommées parts Ap lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital relatif à la production et parts Ad lorsqu'elles sont représentatives de participation dans le capital relatif à la distribution.

Les parts communales sont spécifiquement identifiées;

* parts B représentatives de participations dans le capital relatives à des activités spécifiques en rapport avec l'objet social. Elles peuvent être souscrites par la Région wallonne, la S.P.G.E., les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public. Le conseil d'administration fixe la valeur nominale qui ne peut être inférieure à € 25 et détermine les droits qui y sont attachés. Elles sont affectées d'un indice permettant d'identifier ceux-ci;

* parts C, qui sont les parts constitutives, d'une valeur nominale de € 25 chacune;

* parts D représentatives de participations dans le capital qui peuvent être souscrites par la Région wallonne et les sociétés, institutions ou organismes publics de financement et/ou de participations.

Le conseil d'administration fixe leur valeur nominale qui ne peut être inférieure à € 25 et détermine les droits qui y sont attachés, en ce compris les modes de rémunération.

La participation globale de la S.P.G.E. ne peut dépasser 20 % du nombre total de parts.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital doit à tout moment être intégralement souscrit et libéré. »;

— remplacement de l'article 19 comme suit :

« § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil d'administration.

§ 2. Il est composé de 15 membres dont un président et deux vice-présidents.

§ 3. Six administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la S.P.G.E., dans le respect des dispositions du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

§ 4. Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale.

Quel que soit le mode de désignation, au jour de sa nomination, l'administrateur ne peut avoir atteint l'âge de septante ans accomplis. »;

— remplacement de l'article 22 comme suit :

« Il nomme les membres du personnel et engage les membres du personnel de niveau A.

Il connaît des recours en matière de suspension et révocation des membres du personnel.

Il décide, parmi les acquisitions immobilières qui sont réalisées à l'amiable, celles qui le sont pour cause d'utilité publique.

Il décide des expropriations et en sollicite, au nom de la SWDE, l'autorisation auprès du Gouvernement wallon; »;

— remplacement de l'article 24, § 4, comme suit :

« Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la S.W.D.E. Les procès-verbaux sont signés par le président ou l'un des vices-présidents et le secrétaire. Le secrétariat est assuré par un membre du comité de direction. »;

— remplacement de l'article 31, § 2, comme suit :

« § 2. La gestion journalière comprend notamment :

* la mise en œuvre du contrat de gestion;

* l'engagement des membres du personnel, à l'exception des membres du personnel de niveau A, la suspension, la révocation de tous les membres du personnel et la détermination de leurs attributions et affectations;

* l'organisation des concours ou examens de recrutement des membres du personnel à l'exception des membres de niveau D et C des succursales;

* la déclaration de vacance des postes de travail pour l'ensemble de la S.W.D.E.;

* l'acquisition ou l'aliénation de tous biens meubles et immeubles;

* la conclusion de tous traités, achats et marchés pour l'exploitation des services selon les délégations données par le conseil d'administration :

* la conclusion des emprunts et l'émission des obligations; l'offre des garanties pour sûreté des engagements contractés par la S.W.D.E. et l'acceptation des garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle;

* le placement des fonds disponibles et la disposition des fonds mis en dépôt ou en compte courant;

* l'organisation interne;

* la création des comités techniques et autres qui paraissent nécessaires;

* l'intentement des actions judiciaires;

* le pouvoir de transiger et compromettre;

* l'enregistrement de toutes sommes et valeurs revenant à la S.W.D.E.;

* la renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et la main-levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement;

* la conclusion, en exécution des résolutions du conseil d'administration, des conventions et actes de toute nature, sans devoir produire aucun pouvoir;

* la délivrance des copies et extraits de procès-verbaux du conseil d'administration, de l'assemblée générale et des conseils d'exploitation;

* les inscriptions au registre des associés ainsi que la délivrance des extraits dudit registre;

Les négociations syndicales et la représentation de la S.W.D.E. dans les organes de concertation et de négociation;

* la présentation au conseil d'administration d'un rapport financier sur les activités des succursales;

* la présentation d'un rapport sur les tableaux de bord des succursales d'exploitation. »;

— remplacement de l'article 32 comme suit :

« § 1^{er}. Les délibérations du comité de direction sont collégiales. Les décisions sont prises à la majorité des voix selon les modalités définies dans un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Un règlement d'ordre intérieur arrêtant le fonctionnement du comité de direction est approuvé par le conseil d'administration.

§ 3. Le Comité de direction est valablement représenté par le président et les décisions dudit comité valablement exécutées par chacun de ses membres agissant individuellement.

§ 4. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par un autre membre du comité de direction. »;

— remplacement de l'article 35 comme suit :

« § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement wallon et à l'assemblée générale.

§ 2. Deux des membres du collège des commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Ils ont la qualité de commissaire-réviseur.

Le troisième membre est nommé par le Gouvernement wallon.

Le président du collège est nommé par l'assemblée générale parmi les trois membres du collège.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour un mandat de trois ans conformément au décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public. Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs graves.

§ 3. L'assemblée générale détermine la rémunération des commissaires-réviseurs qu'elle désigne. La rémunération du membre du collège des commissaires nommé par le Gouvernement est identique à celle des commissaires du Gouvernement visée à l'article 34. Ces montants sont à charge de la S.W.D.E. »;

— remplacement de l'article 38 comme suit :

« § 1^{er}. Il est tenu, chaque année, à Verviers, le dernier mardi du mois de mai, à quinze heures, une assemblée générale ordinaire des associés.

§ 2. L'assemblée générale annuelle entend les rapports de gestion des administrateurs et du collège des commissaires aux comptes et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce sur la décharge des administrateurs et du collège des commissaires aux comptes.

Les comptes annuels sont déposés dans les trente jours de leur approbation au greffe du tribunal de commerce du siège de la S.W.D.E.

§ 3. L'assemblée générale procède à l'élection des administrateurs, des commissaires-réviseurs en remplacement des titulaires sortants, démissionnaires ou décédés, dont la nomination lui appartient.

Les représentants de la Région wallonne, de la S.P.G.E., des provinces et des intercommunales ne peuvent participer à la désignation des administrateurs. »;

— remplacement de l'article 44, § 2, comme suit :

« § 2. Quinze jours avant l'assemblée, les comptes annuels comprenant le bilan et le compte de résultats avec l'annexe, les rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires aux comptes sont déposés au siège social à la disposition des associés. Ces rapports sont établis conformément aux dispositions du Code des sociétés. »;

— remplacement de l'article 47, § 1^{er}, comme suit :

« Le bénéfice de la société sert à :

1. constituer, à concurrence d'1/20^e du résultat, la réserve légale. La constitution de la réserve légale commune cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social;

2. octroyer aux titulaires de parts D une rémunération préférentielle récupérable ou cumulative;

3. constituer une réserve disponible, nécessaire pour permettre l'auto-financement du programme des travaux, comprenant notamment l'aménagement, l'amélioration, le renouvellement et la transformation d'infrastructures et/ou alimenter le résultat reporté. ».

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2092

[2012/203927]

28. JUNI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Änderungen der Satzungen der "Société wallonne des Eaux" (Wallonische Wassergesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Artikels D.349 des Wassergesetzbuches;

Aufgrund der am 30. November 2006 verabschiedeten und am 25. Januar 2007 von der Regierung genehmigten Satzungen der "Société wallonne des Eaux";

Aufgrund des am 29. Mai 2012 von der außerordentlichen Generalversammlung der "Société wallonne des Eaux" verabschiedeten Beschlusses;

Aufgrund des am 2. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Verwaltungsrates der "Société wallonne des Eaux";

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Änderungen der Satzungen, die von der außerordentlichen Generalversammlung der "Société wallonne des Eaux" ("S.W.D.E.") am 29. Mai 2012 genehmigt worden sind, das heißt:

— Ersetzung des Artikels 6 § 2 wie folgt:

«Die "S.W.D.E." unterliegt weder den Bestimmungen des Konkursgesetzes vom 8. August 1997, noch den Bestimmungen des Gesetzes vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen.»;

— Ersetzung des Artikels 9 § 1 wie folgt:

«Das Gesellschaftskapital setzt sich folgendermaßen zusammen:

* A-Anteile, die Beteiligungen im Kapital in Höhe eines Nennwerts von je 25 Euro vertreten. Diese Anteile können von den Gemeinden, Interkommunalen, Provinzen, der Region und der "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau") (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) gezeichnet werden; sie werden als "Ap-Anteile" bezeichnet, wenn sie Beteiligungen im Kapital für die Produktion vertreten, und als Ad-Anteile bezeichnet, wenn sie Beteiligungen im Kapital für die Versorgung vertreten.

Die kommunalen Anteile haben eine spezifische Kennzeichnung;

* B-Anteile, die Beteiligungen im Kapital für spezifische Aktivitäten in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck vertreten. Sie können von der Wallonischen Region, der "S.P.G.E.", den Provinzen, den Interkommunalen, den Gemeinden und den öffentlich-rechtlichen Personen gezeichnet werden. Der Verwaltungsrat bestimmt deren Nennwert, der nicht weniger als 25 Euro betragen darf, und die damit verbundenen Rechte. Sie sind mit einer Kennzahl versehen, die ihre Kennzeichnung ermöglicht;

* C-Anteile, die die Grundanteile mit einem Nennwert von je 25 Euro sind;

* D-Anteile, die Beteiligungen im Kapital vertreten, die von der Wallonischen Region und den öffentlichen Finanzierungs- und/oder Beteiligungsgesellschaften, -einrichtungen oder -organen gezeichnet werden können.

Der Verwaltungsrat bestimmt deren Nennwert, der nicht weniger als 25 Euro betragen darf, und die damit verbundenen Rechte, einschließlich der Verzinsungsformen.

Die Globalbeteiligung der "S.P.G.E." darf 20% der Gesamtzahl der Anteile nicht übertreffen.

Eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die dem festen Teil des Kapitals entspricht, muss zu jeder Zeit vollständig gezeichnet und eingezahlt sein.»;

— Ersetzung des Artikels 19 wie folgt:

«§ 1 - Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2 - Er setzt sich aus 15 Mitgliedern zusammen, worunter ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende.

§ 3 - Sechs Verwaltungsratsmitglieder werden von der Regierung ernannt, worunter zwei auf Vorschlag der "S.P.G.E.", unter Beachtung der Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters.

§ 4 - Neun Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung gewählt.

Unbeachtet wie es benannt wurde, darf das Verwaltungsratsmitglied am Tag seiner Ernennung das Alter von siebzig Jahren nicht vollendet haben.»

— Ersetzung des Artikels 22 wie folgt:

«Er ernennt die Personalmitglieder und stellt die Personalmitglieder der Stufe A ein.

Er urteilt über die Einsprüche in Sachen einstweilige Amtsenthebung und Entlassung von Personalmitgliedern.

Er bestimmt unter den auf gültlichem Wege vorgenommenen Immobilienerwerben diejenigen, die gemeinnützig sind.

Er bestimmt über die Enteignungen und ersucht im Namen der "S.W.D.E." die Genehmigung bei der Wallonischen Regierung;»;

— Ersetzung des Artikels 24 § 4 wie folgt:

«Die Beratungen des Verwaltungsrates werden durch Protokolle festgestellt, die in einem am Gesellschaftssitz der "S.W.D.E." gehaltenen Sonderregister aufgenommen werden. Die Protokolle werden von dem Vorsitzenden oder einem der stellvertretenden Vorsitzenden und dem Sekretär unterzeichnet. Das Sekretariat wird von einem Vorstandsmitglied übernommen.»;

— Ersetzung des Artikels 31 § 2 wie folgt:

«§ 2 - Die tägliche Führung umfasst insbesondere:

* die Durchführung des Betriebsführungsvertrags;

* die Einstellung der Bediensteten, mit Ausnahme der Bediensteten der Stufe A, die zeitweilige Enthebung des Amtes, die Entlassung der gesamten Bediensteten und Angestellten und die Bestimmung ihrer Zuständigkeiten und Dienstposten;

* die Organisation der Wettbewerbe oder Prüfungen für die Anwerbung der Personalmitglieder mit Ausnahme der Mitglieder der Stufe D und C der Filialen;

* die Bekanntmachung von vakanten Stellen für die Gesamtheit der "S.W.D.E.";

* den Erwerb oder die Veräußerung aller beweglichen und unbeweglichen Güter;

* den Abschluss jeglichen Abkommens, Erwerbs und Geschäfts für die Bewirtschaftung der Dienste, nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen;

* die Aufnahme der Anleihen und die Ausgabe der Schuldverschreibungen; die Leistung von Sicherheiten als Bürgschaft für die von der "S.W.D.E." eingegangenen Verbindlichkeiten und die Annahme von Sicherheiten, die für die ihr gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten geleistet werden;

* die Anlage des verfügbaren Kapitals und die Verfügung über die Depositen und Kontokorrenteinlagen;

* die interne Organisation;

* die Bildung der technischen und anderen Ausschüsse, die für notwendig gehalten werden;

* die Einleitung von Gerichtsverfahren;

* die Befugnis, Vergleiche und Kompromisse zu schließen;

* die Buchung aller Beträge und Wertpapiere, die der "S.W.D.E." zustehen;

* den Verzicht auf dingliche Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen und die Erteilung der Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auffassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen;

* in Durchführung der Resolutionen des Verwaltungsrats, die Unterschreibung der Abkommen und Urkunden jeglicher Art, ohne irgendeine Vollmacht erweisen zu müssen;

* die Ausfertigung der Abschriften der Protokolle des Verwaltungsrats, der Generalversammlung und der Betriebsräte sowie die Auszüge aus diesen Protokollen;

* die Eintragungen im Register der Gesellschafter sowie die Ausfertigung der Auszüge aus diesem Register;

* Die gewerkschaftlichen Verhandlungen und die Vertretung der "S.W.D.E." innerhalb der Konzertierungs- und Verhandlungsorgane;

* die Vorlage beim Verwaltungsrat eines finanziellen Berichts über die Tätigkeiten der Filialen;

* die Vorlage eines Berichts über die Übersichtstabellen der Betriebsfilialen.»;

— Ersetzung der Artikels 32 wie folgt:

«§ 1 - Die Beratungen des Vorstands erfolgen auf kollegiale Weise. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, nach Modalitäten, die in einer allgemeinen Dienstordnung angeführt sind.

§ 2 - Eine allgemeine Dienstordnung, die die Arbeitsweise des Vorstands festlegt, wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

§ 3 - Der Vorstand wird durch den Vorsitzenden gültig vertreten und die Beschlüsse des besagten Vorstands werden von jedem seiner individuell handelnden Mitglieder gültig durchgeführt.

§ 4 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Vorsitzenden wird dessen Amt vom einem anderen Mitglied des Vorstands übernommen.»;

— Ersetzung der Artikels 35 wie folgt:

«§ 1 - Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit im Hinblick auf die Vorschriften und die Satzungen der in dem Jahresabschluss festzustellenden Verrichtungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Kommissare anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Wallonischen Regierung und der Generalversammlung mitgeteilt.

§ 2 - Zwei der Mitglieder des Kollegiums der Rechnungsprüfer werden von der Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt. Sie besitzen die Eigenschaft eines Kommissars-Revisors.

Das dritte Mitglied wird von der Wallonischen Regierung ernannt.

Der Vorsitzende des Kollegiums wird durch die Generalversammlung unter den drei Mitgliedern des Kollegiums benannt.

Die Rechnungsprüfer werden für ein Mandat von drei Jahren gemäß dem Dekret vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses ernannt. Während ihres Mandats können sie nur aus berechtigten schwerwiegenden Gründen entlassen werden.

§ 3 - Die Generalversammlung setzt die Entlohnung der durch sie benannten Kommissare-Revisoren fest. Die Entlohnung des durch die Regierung benannten Mitglieds des Kollegiums der Kommissare entspricht der in Artikel 34 erwähnten Entlohnung der Kommissare der Regierung. Diese Beträge gehen zu Lasten der "S.W.D.E."»;

— Ersetzung der Artikels 38 wie folgt:

«§ 1 - Jedes Jahr findet am letzten Dienstag des Monats Mai, um fünfzehn Uhr in Verviers eine ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter statt.

§ 2 - Die jährliche Generalversammlung hört die Geschäftsberichte der Verwalter und des Kollegiums der Rechnungsprüfer an und befundet über die Verabschiedung der Jahresabrechnungen.

Nach Verabschiedung der Jahresabrechnungen entscheidet die Versammlung über die Entlastung der Verwalter und des Kollegiums der Rechnungsprüfer.

Die Jahresabrechnungen werden nach ihrer Genehmigung binnen dreißig Tagen bei der Kanzlei des Handelsgerichts des Sitzes der "S.W.D.E." hinterlegt.

§ 3 - Die Generalversammlung nimmt die Wahl der Verwaltungsratsmitglieder, der Kommissare-Revisoren vor, die die ausscheidenden, zurücktretenden oder verstorbenen Inhaber, für deren Ernennung sie zuständig ist, ersetzen sollen.

Die Vertreter der Wallonischen Region, der "S.P.G.E.", der Provinzen und der Interkommunalen dürfen nicht an der Benennung der Verwalter teilnehmen.»;

— Ersetzung der Artikels 44 § 2 wie folgt:

«§ 2 - Fünfzehn Tage vor der Versammlung werden die Jahresabschlüsse, die die Bilanz und die Erfolgsrechnung mit der Anlage, die Berichte des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Rechnungsprüfer enthalten, am Gesellschaftssitz zur Verfügung der Gesellschafter vorgelegt. Diese Berichte werden gemäß den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches erstellt.»;

— Ersetzung der Artikels 47 § 1 wie folgt:

«Der Gewinn der Gesellschaft dient:

1. in Höhe von 1/20 des Ergebnisses zur Bildung der gesetzlichen Rücklage. Die Bildung der gemeinsamen gesetzlichen Reserve ist nicht mehr vorgeschrieben, sobald die Rücklage das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat;

2. zur Gewährung zugunsten der Inhaber von D-Anteilen einer beitreibbaren oder kumulativen Vorzugsverzinsung;

3. zur Bildung einer verfügbaren Reserve, die für die Selbstfinanzierung des Arbeitsprogramms, einschließlich der Einrichtung, der Verbesserung, der Erneuerung und der Umgestaltung der Infrastrukturen, nötig ist und/oder zur Finanzierung des Ergebnisvortrags.»

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2092

[2012/203927]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de "Société wallonne des Eaux" (Waalse Watermaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op artikel D.349 van het Waterwetboek;

Gelet op de statuten van de "Société wallonne des Eaux", aangenomen op 30 november 2006 en goedgekeurd door de Regering op 25 januari 2007;

Gelet op de beslissing aangenomen op 29 mei 2012 door de buitengewone algemene vergadering van de "Société wallonne des Eaux";

Gelet op de instemming van de raad van bestuur van de "Société wallonne des Eaux" van 2 maart 2012;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De statutaire wijzigingen goedgekeurd door de buitengewone algemene vergadering van de "Société wallonne des Eaux" op 29 mei 2012 worden door de Regering goedgekeurd, namelijk:

— vervanging van artikel 6, § 2, als volgt :

« De "S.W.D.E." is niet onderworpen aan de bepalingen van de Faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen. »;

— vervanging van artikel 9, § 1, als volgt :

Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit :

* de aandelen A die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen en die elk een nominale waarde van 25 euro hebben, op die aandelen kan ingetekend worden door de gemeenten, de intercommunales, de provincies, het Gewest en de "S.P.G.E."; ze worden Ap-aandelen genoemd wanneer ze de participaties in het kapitaal van de productie vertegenwoordigen en Ad-aandelen wanneer ze de participaties in het kapitaal van de distributie vertegenwoordigen.

De gemeentelijke aandelen worden specifiek geïdentificeerd;

* de aandelen B die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen betreffende specifieke activiteiten in verband met het doel. Op die aandelen kan ingetekend worden door het Waalse Gewest, de "S.P.G.E.", de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiekrechtelijke personen. De raad van bestuur bepaalt de nominale waarde die niet kleiner mag zijn dan 25 euro en bepaalt de rechten die eraan gebonden zijn. Ze zijn voorzien van een index waarmee deze rechten kunnen worden geïdentificeerd;

* de aandelen C, of de aandelen tot kapitaalvorming, die elk een nominale waarde van 25 euro hebben;

* de aandelen D die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen. Op deze aandelen kan ingetekend worden door het Waalse Gewest en de openbare financierings- en/of participatiemaatschappijen, instellingen of inrichtingen.

De raad van bestuur bepaalt hun nominale waarde die niet kleiner mag zijn dan 25 euro en bepaalt de rechten die eraan gebonden zijn, met inbegrip van de betalingswijze.

De totale participatie van de "S.P.G.E." mag geen 20 % van het totaal aantal aandelen overschrijden.

Op elk ogenblik moet ingetekend worden op een aantal maatschappelijke aandelen, die overeenstemmen met het vaste deel van het kapitaal. Die aandelen moeten volgestort worden. »

— vervanging van artikel 19, als volgt :

« § 1. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur.

§ 2. Hij bestaat uit 15 leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters.

§ 3. Zes bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op de voordracht van de "S.P.G.E.", met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

§ 4. Negen bestuurders worden door de algemene vergadering gekozen.

Wat de manier van aanwijzing ook moge zijn, mag de bestuurder op de dag van zijn benoeming de volle leeftijd van zeventig jaar niet bereikt hebben. »;

— vervanging van artikel 22, als volgt :

« Hij benoemt de personeelsleden en neemt de personeelsleden van niveau A in dienst.

Hij kent de beroepsmogelijkheden inzake schorsing of ontslag van personeelsleden.

Hij bepaalt welke minnelijk aangekochte onroerende goederen ten algemene nutte verworven worden.

Hij beslist over de onteigeningen en verzoekt, namens de "S.W.D.E.", om de toestemming door de Waalse Regering; »;

— vervanging van artikel 24, § 4, als volgt :

« De beraadslagingen van de raad van bestuur worden genotuleerd in een speciaal register dat op de zetel van de "S.W.D.E." wordt bijgehouden. De notulen worden ondertekend door de voorzitter of één van de ondervoorzitters en de secretaris. Het secretariaat wordt door een lid van het directiecomité waargenomen. »;

— vervanging van artikel 31, § 2, als volgt :

« § 2. Het dagelijkse beheer omvat met name :

- * de tenuitvoerlegging van het beheerscontract;
- * de werving van de personeelsleden, met uitzondering van de personeelsleden van niveau A, de schorsing, het ontslag van alle personeelsleden en werknemers en de bepaling van hun opdrachten en aanstellingen;
- * de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens of wervingsexamens van de personeelsleden, behalve het personeel van niveau D en C in de filialen;
- * het vacant verklaren van de werkposten voor de hele "S.W.D.E.";
- * de aankoop of de vervreemding van alle roerende en onroerende goederen;
- * het sluiten van alle verdragen, aankopen en opdrachten voor de exploitatie van diensten naar gelang van de volmachten verleend door de raad van bestuur;
- * het sluiten van leningen en de uitgave van obligaties; het verstrekken van waarborgen als zekerheidstelling voor de door de "S.W.D.E." aangegane verbintenissen en de aanneming van de waarborgen als zekerheidstelling voor de tegenover haar genomen verbintenissen;
- * de belegging van de beschikbare gelden en de beschikking over de in deposito of op een rekening-courant gegeven gelden;
- * de interne organisatie;
- * de oprichting van de technische comités en andere comités die als nodig worden beschouwd;
- * het instellen van rechtsoverdrachten;
- * de bevoegdheid om daging en compromissen aan te gaan;
- * de boeking van alle sommen en waarden die aan de "S.W.D.E." toekomen;
- * de overdracht van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsoverdrachten tot ontbinding en de verlening van de opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overdrachten, inbeslagnemingen, verzetten en andere belemmeringen zonder enige betaling te moeten rechtvaardigen;
- * het sluiten, overeenkomstig de beslissingen van de raad van bestuur, van alle overeenkomsten en akten zonder enige volmacht te moeten voorleggen;
- * de afgifte van afschriften en uittreksels van de notulen van de raad van bestuur, van de algemene vergadering en van de exploitatieraden;
- * de inschrijvingen in het register van de vennoten en de afgifte van de uittreksels van dat register;

De vakbondsonderhandelingen en de vertegenwoordiging van de "S.W.D.E." binnen de overleg- en onderhandelingscomités;

* de overlegging van een financieel verslag over de activiteiten van de filialen aan de raad van bestuur;

* de overlegging van een verslag over de boordtabellen van de exploitatiefilialen. »;

— vervanging van artikel 32, als volgt :

« § 1. De beraadslagingen van het directiecomité worden collegiaal genomen. De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen volgens de modaliteiten bepaald in een huishoudelijk reglement.

§ 2. Een huishoudelijk reglement, waarin de werking van het directiecomité vastligt, wordt goedgekeurd door de raad van bestuur.

§ 3. Het directiecomité wordt op geldige wijze vertegenwoordigd door de voorzitter en de beslissingen van het comité worden op geldige wijze uitgevoerd door elk van zijn leden die alleen optreden.

§ 4. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter worden zijn functies door een ander lid van het directiecomité uitgeoefend. »;

— vervanging van artikel 35, als volgt :

« § 1. De controle op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid, ten aanzien van de wetgeving en de statuten, van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal.

Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Waalse Regering en aan de algemene vergadering.

§ 2. Twee leden van het college van commissarissen worden door de algemene vergadering benoemd onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Ze hebben de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

Het derde lid wordt door de Waalse Regering benoemd.

De voorzitter van het college wordt benoemd door de algemene vergadering onder de drie leden van het college.

De commissarissen worden benoemd voor een mandaat van drie jaar overeenkomstig het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de Overheidsinstellingen. Tijdens hun mandaat mogen ze alleen om ernstige redenen worden ontslagen.

§ 3. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de door haar aangewezen commissarissen-revisoren. De bezoldiging van het door de Regering benoemde lid van het college van de commissarissen is gelijk aan de bezoldiging van de Regeringscommissarissen bedoeld in artikel 34. Deze bedragen zijn voor rekening van de "S.W.D.E.". »;

— vervanging van artikel 38, als volgt :

« § 1. Op de laatste dinsdag van de maand mei, om vijftien uur, wordt jaarlijks een gewone algemene vergadering van de vennoten gehouden in Verviers.

§ 2. De jaarlijkse algemene vergadering neemt kennis van de beheersverslagen van de bestuurders en het college van de commissarissen en beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen.

Na de goedkeuring van de jaarrekeningen spreekt de vergadering zich uit over de ontlasting van de bestuurders en het college van de commissarissen.

De jaarrekeningen worden binnen dertig dagen na hun goedkeuring neergelegd bij de griffie van de handelsrechtbank van de zetel van de "S.W.D.E.". ».

§ 3. De algemene vergadering kiest en benoemt de bestuurders, de commissarissen-revisoren ter vervanging van de uittredende, ontslagnemende of overleden titularissen.

De vertegenwoordigers van het Waalse Gewest, de "S.P.G.E.", de provincies en de intercommunales mogen niet deelnemen aan de aanwijzing van de bestuurders. »;

— vervanging van artikel 44, § 2, als volgt :

« § 2. De jaarrekeningen, met de balans en de resultatenrekening met de bijlage, de verslagen van de raad van bestuur en van het college van de commissarissen worden vijftien dagen vóór de vergadering neergelegd op de maatschappelijke zetel en ter beschikking gesteld van de vennoten. Deze verslagen worden overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen opgemaakt. »;

— vervanging van artikel 47, § 1, als volgt :

« De winst van de maatschappij dient om :

1. ten belope van 1/20e van het resultaat de wettelijke reserve aan te leggen. De aanleg van de gemeenschappelijke wettelijke reserve is niet meer verplicht wanneer het reservfonds gelijk is aan één tiende van het maatschappelijk kapitaal;

2. de houders van aandelen D een preferente vergoeding te verlenen die terugvorderbaar of cumulatief is;

3. een beschikbare reserve aan te leggen die nodig is voor de autofinanciering van het programma van de werken, o.a. de inrichting, de verbetering, de vernieuwing en de ombouw van de infrastructuren en/of het overgedragen resultaat aanvullen. »

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY